

Le néolibéralisme contre la démocratie

Federico Tarragoni

Le néolibéralisme est souvent considéré comme une simple idéologie gestionnaire, dont les effets se feraient sentir surtout sur la sphère économique. Il n'en est rien, selon Wendy Brown : le néolibéralisme est une révolution anthropologique majeure, qui change notre rapport à nous-mêmes, aux autres et au commun.

Recensé : Wendy Brown, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Éditions Amsterdam (tr. fr. Jérôme Vidal), 288 p. (22 €)

Tout est dit dans le sous-titre de cet ouvrage brillant sur le néolibéralisme : une « révolution furtive ». Une « révolution » tout d'abord : on a l'habitude de considérer le néolibéralisme comme une idéologie gestionnaire et managériale, cantonnée à la sphère économique. Or, dans la lignée de travaux désormais classiques en sciences sociales (Weber, Polanyi, Dardot & Laval), Wendy Brown, professeure de sciences politiques à Berkeley et spécialiste de Marx et Foucault, montre que cette représentation relève de l'image d'Épinal. Transformation significative du capitalisme avancé, le néolibéralisme est une révolution anthropologique globale en Occident : un bouleversement majeur dans notre rapport au monde. Qui plus est, c'est une révolution « furtive » (*stealth*) : une révolution agissant à l'insu de ses acteurs, de ses « couches porteuses » aurait dit Weber. Ses effets iraient bien au-delà de la gestion des choses ou des rapports aux choses, mais toucheraient le cœur même de notre modernité politique : la conquête de la démocratie.

Le constat qui ouvre ce livre de théorie politique est son interrogation fondamentale :

« L'histoire du XX^e siècle est riche en paradoxes politiques, mais il n'en fut peut-être pas de plus remarquable que celui-ci : à la fin de la Guerre froide, alors que les commentateurs et les experts annonçaient le triomphe planétaire de la démocratie, une forme inédite de rationalité gouvernementale fut déployée dans le monde euro-atlantique et entama la déstructuration conceptuelle et l'évidement des pratiques et des institutions de la démocratie » (p. 9).

C'est le sens même de la démocratie, tant libéral que radical, tant procédural qu'utopique, qui s'est perdu avec le néolibéralisme : pourquoi ? C'est que sa rationalité économique, qui enjoint chacun à devenir l'entrepreneur de soi-même, s'est transformée en « gouvernementalité », en un ensemble de techniques, pratiques et valeurs du pouvoir omniprésentes dans nos sociétés. Ce sont elles qui ont, peu à peu, remplacé la démocratie. Cela montre, au passage, qu'elle n'est pas un acquis permanent, un trait naturel de nos sociétés modernes : « L'auto-gouvernement démocratique doit être consciemment valorisé, cultivé et entretenu par un peuple soucieux de le pratiquer, et [...] il doit résister à la quantité de forces économiques, sociales et politiques qui menacent de le déformer et de le déborder » (p. 11).

Aux origines de la rationalité néolibérale : concurrence, État et subjectivités

La méthode adoptée pour étayer ce constat est une archéologie, au sens foucauldien, de la raison néolibérale. Comme dans *Naissance de la biopolitique* de Foucault, le néolibéralisme est défini comme un ordre de la raison normative qui « reconfigure tous les aspects de l'existence en termes économiques » (p. 17). En envahissant tout le corps social, il relie ainsi, comme deux faces de la même médaille, deux figures apparemment lointaines : d'un côté l'État, dont l'art de gouverner se moule sur les valeurs économiques ; de l'autre les individus, qui en viennent à évaluer toutes leurs pratiques par rapport à ces valeurs, et à se construire par rapport à elles. Brown prend deux exemples parlants : les réformes actuelles des universités américaines, qui font écho à celles des universités européennes, et le discours d'Obama sur l'état de l'Union de janvier 2013. Concernant les universités, elle argue que « les critères qui remplacent les anciennes mesures de la qualité de l'enseignement ne s'attachent qu'au retour sur investissement (RSI) et se concentrent sur les types

d'emploi et aux perspectives de rémunération que les investisseurs-étudiants peuvent attendre de telle ou telle formation universitaire » (p. 24). Prototype de l'entrepreneur néolibéral, l'étudiant devient ainsi un maximisateur rationnel de capital humain, ce qui contribue inévitablement à dévaloriser les arts libéraux et les *humanities*, véritables formateurs du citoyen (p. 193-217). Quant à l'État, Brown choisit, à dessein, un des discours politiques les plus progressistes de l'histoire américaine récente, pour montrer qu'il émane aussi de la rationalité néolibérale. Obama y défend l'assurance maladie, la progressivité fiscale, l'écologie, l'ouverture des politiques migratoires, la lutte contre toute source de discrimination : mais non pas *en elles-mêmes*, comme des valeurs démocratiques ; bien plutôt, comme des instruments pour favoriser la croissance économique, l'investissement et l'emploi (p. 28-29).

Le néolibéralisme a une histoire complexe et tentaculaire. Phénomène mondial « sans unité » (p. 54-55), il trouve sa première formulation idéologique dans la synthèse qui s'accomplit, dans la pensée économique, entre l'ordolibéralisme austro-allemand des années 1930 et l'École monétariste de Chicago. Le propre de cette idéologie est de vanter les mérites de la concurrence comme une logique supérieure de régulation du monde social et surtout – c'est sa grande différence avec le libéralisme classique – d'insister sur son caractère artificiel. Contrairement à la main invisible d'Adam Smith, la concurrence néolibérale doit être produite politiquement, notamment par l'État, pour engendrer ses bénéfices à terme¹. « La croissance économique est la raison d'État de l'État » dit Brown (p. 72).

D'une part l'État impose la concurrence dans toutes les sphères sociales, et ce d'autant plus que, avec le *New Public Management* des années 1980, « les principes économiques deviennent le modèle de la conduite de l'État » (p. 65). On assiste alors au « remplacement de la prééminence du droit par des instruments de gouvernance comme l'évaluation comparative, les recommandations, la valorisation de l'adhésion et des meilleures pratiques (*best practices*) » (p. 75). Ces recettes de gouvernance excèdent le domaine *stricto sensu* de l'État pour s'imposer dans tout le monde social, à l'école et à l'Université, dans les services sociaux, dans les associations à but non lucratif (p. 128-139). Dans la gouvernance, art par définition du gouvernement néolibéral, « la vie publique est réduite à la résolution de problèmes et à la mise en application de programmes – conception qui met entre parenthèses ou élimine la politique, le conflit et la délibération concernant les valeurs et les fins communes » (p.

¹ Et ce notamment car les individus, selon les théoriciens du néolibéralisme, sont par nature rétifs à tout changement et attachés à la conservation de leurs acquis. Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019.

134-135). Le néolibéralisme s'impose ainsi par dissémination sociale, comme un *soft power* (p. 50), à l'aide d'incitations et de contraintes rationnelles plutôt qu'avec des directives ou des commandements.

D'autre part, et sans contradictions avec ce qui précède, l'État tend à devenir de plus en plus autoritaire. Ici Brown diverge partiellement de Foucault, qu'elle complète sur la base de l'actualité du XXI^e siècle : le néolibéralisme contemporain s'affranchit *de facto* de toute référence à la liberté des acteurs économiques, pour devenir un système tout à fait illibéral². Cela apparaît particulièrement dans les phases de crise du capitalisme, lorsque l'État impose le sauvetage de certains capitaux et ordonne, avec ses politiques d'austérité, le sacrifice des citoyens (p. 75). Cette logique sacrificielle (p. 229-239) tend à empiéter sur la démocratie, fondée depuis le XVII^e siècle sur les droits naturels des citoyens, considérés comme des remparts contre la puissance souveraine. Se dessine ainsi un gouvernement de sujets passifs et supposés responsables³ qui, apparemment inclus dans la gestion du pouvoir, ne doivent pas moins contribuer à la production du consensus. Consensus qui est d'autant plus difficile à briser que le(s) pouvoir(s) de la gouvernance – et donc la cible de la conflictualité sociale – devien(nen)t invisible(s) et impensable(s). Les individus du néolibéralisme perdent ce qui fait d'eux des sujets démocratiques : leur capacité à intervenir sur les fins dernières de l'action et celle de contester les principes de valeurs qui formatent leurs pratiques.

À la faveur de son fonctionnement consensuel, le néolibéralisme devient ainsi une vérité incontestable : en termes foucauldien, un principe de « véridiction » du social. Mais cette vérité ne pourrait paraître aussi inébranlable si, justement, elle n'était pas mobilisée dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est là toute la spécificité du néolibéralisme : il généralise la logique économique, et notamment le principe de la concurrence des êtres, à toutes les sphères de la vie, « de la maternité à l'accouplement, de l'enseignement à la criminalité, de la planification de sa vie familiale à la planification de sa propre mort » (p. 71). Selon Brown, la représentation économique que le néolibéralisme tend à partout imposer est double : d'un côté, le capital humain sur le modèle entrepreneurial, dont Foucault livre une première théorisation dans *Naissance de la biopolitique* ; de l'autre, le capital humain sur le modèle financier, pour lequel l'auteure s'inspire du *Temps des investis* de Michel Feher. C'est sur ce second point que Wendy Brown entend amender et prolonger, à juste titre, la contribution séminale de Foucault. Le capitalisme néolibéral tend, certes, à diffuser la « forme

² Cf. Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018.

³ Sur les rapports de pouvoir découlant de l'injonction néolibérale à la « responsabilité individuelle », on verra aussi Danilo Martuccelli, « Figures de la domination », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n° 3, p. 469-497.

entreprise » dans tout le corps social (d'où l'idée de l'individu « entrepreneur de lui-même »). Mais il tend aussi, et surtout, à régler la valeur sociale de toutes les pratiques sur la « cote de crédit » (p. 35) des individus : sur ce que des classements multiples disent d'eux dans un monde de concurrence généralisée. En ce second sens, l'individu néolibéral se considère désormais comme un portefeuille d'investissements multiples – économiques, sentimentaux, familiaux, culturels, vacanciers – à la valeur variable. « À travers des classements et des notations dans toutes les activités [...] le but constant et omniprésent du capital humain, qu'il s'agisse d'étudier, de faire un stage, de travailler, de prévoir sa retraite ou de s'inventer une nouvelle vie, est d'entrepreneurialiser ses projets, d'accroître sa valeur et d'améliorer sa notation et son classement » (p. 36-39).

Il y a là une transformation anthropologique majeure de l'*homo œconomicus*. Celui-ci ne se pense plus comme un être dont les besoins doivent être satisfaits par l'échange, comme l'avait cru l'économie classique. Il se pense désormais comme une unité de capital dont les possibilités de rendement, dans toutes les sphères de la vie, se lient indissolublement à la santé économique de la nation. « Au lieu que chaque individu poursuive son intérêt propre et génère involontairement un bénéfice collectif, c'est désormais au projet de croissance macroéconomique et de rehaussement du crédit que les individus néolibéraux sont asservis et c'est sur lui que leur existence en tant que capitaux humains doit s'aligner s'ils veulent prospérer » (p. 91). Les dernières évolutions de la pensée économique, comme la Nouvelle Macroéconomie Classique fondée sur l'hypothèse des anticipations rationnelles des individus, procèdent de cette même thèse générale, quoiqu'en la dépouillant de sa dimension critique. Quant à elles, les sociologies contemporaines de la condition individuelle confirment l'alchimie décrite par Brown entre injonction à la responsabilité et désécurisation des individus, « constamment menacés de superfluité et d'abandon » (p. 40)⁴. Cela atteste la pertinence tant économique que sociologique de la thèse de l'auteure, pour autant qu'elle reste dépourvue de toute démonstration empirique.

⁴ Federico Tarragoni, *Sociologies de l'individu*, Paris, La Découverte, « Repères », 2018.

La rationalité néolibérale contre la rationalité démocratique

Ce nouvel *homo æconomicus* détrône l'*homo politicus*, « la créature animée par le désir de souveraineté populaire autant que par celui de sa souveraineté individuelle » (p. 92). Cette créature n'est rien d'autre que le *dèmos*⁵ : la fiction anthropologique sur laquelle se sont bâties les Constitutions libérales modernes ; cette même fiction qui nous a fait sortir de l'Ancien Régime et de la tyrannie, et qui est désormais menacée d'extinction.

Voyons pourquoi. Sous l'égide du néolibéralisme, la démocratie libérale scie la branche sur laquelle elle est assise : l'individu comme « fin en soi », doté de droits inaliénables et pensé comme être libre et égal. Sa marchandisation⁶ atteint ses qualités politiques fondamentales : ces mêmes qualités que le libéralisme avait placées au fondement du contrat démocratique. « Dans une démocratie composée de capital humain figurent des gagnants et des perdants, mais ni égalité de traitement ni égalité de protection » (p. 41). Lorsque l'inégalité entre les gagnants et les perdants est naturalisée, le droit perd son sens : « La promesse du contrat social, écrit Brown, réside dans la consécration de l'égalité par la prééminence du droit (*rule of law*) et par son application » (p. 68). Dans les sociétés néolibérales, le droit est instrumentalisé afin de le rendre compatible avec la légitimation de l'inégalité résultant de la concurrence : « la prééminence du droit est formelle plutôt que substantielle » (p. 71). Le droit est soumis à la logique économique, et son effet protecteur et égalisateur sur les individus strictement secondaire (p. 161-186).

Aussi l'attaque du néolibéralisme contre la démocratie est très profonde. Il est à craindre, suggère Brown, que dans un temps proche les individus intégreront parfaitement le postulat de l'inégalité naturelle en fonction de la réussite, et échangeront leurs libertés publiques contre la maximisation de leur valeur entrepreneuriale⁷. Ce qui rendra la démocratie totalement superfétatoire ! Et au marché de s'autoréguler sans entraves ! Les valeurs humanistes suivraient alors l'idée démocratique dans sa déchéance. Notre civilisation moderne est fondée en effet sur le principe de la réalisation de l'humanité *au-delà* de la « vie déterminée par la nécessité »

⁵ L'un des avantages d'une définition du *dèmos* comme « souveraineté individuelle et populaire » est d'articuler, sur un même plan ontologique, droits subjectifs et droits collectifs. Cf. Catherine Colliot-Thélène, *La démocratie sans « dêmos »*, Paris, Puf, 2011. <https://laviedesidees.fr/Peuple-et-democratie.html>

⁶ Le traducteur propose à la place du français « marchandisation » l'étrange néologisme « mercatisation ».

⁷ Massimo De Carolis parle de « reféodalisation de la démocratie libérale ». Massimo De Carolis, *Il rovescio della libertà. Tramonto del neoliberalismo e disagio della civiltà*, Macerata, Quodlibet, 2017.

(Marx), en lien aux manifestations les plus élevées de l'esprit humain : la créativité, l'amour, la fraternité. Ce n'est pas le cas de la civilisation néolibérale, qui réduit l'humanité à la nécessité, à l'égoïsme et à l'intérêt. « Le néolibéralisme escamote cet "au-delà" et rejette "ce qu'il y a de plus élevé" dans notre nature : le règne normatif d'*homo œconomicus* dans toutes les sphères signifie qu'il n'est pas de motivations, d'efforts et d'aspirations en dehors de [ceux] économiques, que l'humanité des êtres humains se réduit à "la simple vie". Le néolibéralisme est la rationalité par laquelle le capitalisme engloutit pour finir l'humanité » (p. 47). Le capitalisme néolibéral aurait réalisé le pronostic foucaldien de la fin des *Mots et les choses*, en effaçant l'homme de l'humanisme comme valeur et comme concept, « comme à la limite de la mer un visage de sable ».

Revitaliser la démocratie

Contre la « dé-démocratisation néolibérale », Wendy Brown ne propose ainsi rien que... de revitaliser la démocratie ! C'est un double programme. Premièrement, il s'agit de pousser la gauche à reconnaître que la démocratie est le grand combat de notre temps, la lutte qui les contient toutes, une lutte « beaucoup plus essentielle à la réalisation d'un futur vivable que ne le reconnaissent les programmes de gauche centrés sur la gouvernance mondiale, le gouvernement des experts, les droits de l'humain, l'anarchisme ou les variantes anti-démocratiques du communisme » (p. 11). La lutte démocratique devra remplacer, à l'avenir, la lutte des classes, quitte à condamner la démocratie et la gauche à l'extinction. L'auteure ne donne pas ici de stratégie concrète, mais se contente d'énoncer un nouveau programme général pour la gauche, partagé par les théoriciens contemporains de la démocratie radicale. Deuxièmement, il s'agit de réconcilier la démocratie avec son nom et son opérateur : le *dèmos*. « Lorsque la citoyenneté n'est plus définie comme souci du bien public et que le citoyen est réduit à un *homo œconomicus*, c'est l'idée même du peuple qui disparaît, l'idée même d'un *dèmos* affirmant sa souveraineté politique collective » (p. 42). Une démocratie opposée au néolibéralisme est donc une démocratie sise sur « le pouvoir du peuple » (p. 48), sur la « participation populaire à la vie politique » (p. 46), sur « une égalité et une liberté politiques inclusives et partagées » (p. 48). Bref : un « auto-gouvernement politique par le peuple, quelle que soit la définition que l'on propose du peuple » (p. 20). Cette politique, que je qualifierais volontiers de populiste, s'oppose

à toute interprétation élitiste de la démocratie⁸. Mais elle semble hypothéquée par le refus d'une définition claire du peuple : c'est à cette *seule* condition qu'une politique populiste pourrait renouveler la démocratie⁹.

Il y a aussi autre chose. Même si ce livre se situe clairement dans le champ de la théorie politique, et ne prétend pas œuvrer à une sociologie de terrain, il serait intéressant de tester empiriquement ses hypothèses sur la réalité sociale. Il s'agirait, tout d'abord, d'objectiver les effets ambivalents du néolibéralisme sur la subjectivité des individus, à l'aide d'entretiens et d'observations portant sur une multitude de pratiques sociales (dans les champs du travail, de la consommation, de la famille, de la sexualité, de l'éducation, de la culture, etc.). Il faudrait, ensuite, pouvoir observer l'ensemble des tactiques, des résistances, des escamotages que les individus trouvent face aux effets assujettissants de la condition néolibérale, lorsqu'ils en font la cause de leur incertitude, de leur angoisse, de leur solitude. Il faudrait, enfin, confronter ces résultats à l'observation des effets, sur les individus, des mouvements des places de 2011-2016, comme Nuit debout, Occupy Wall Street ou les Indignados. Ces mouvements ont pris en effet la civilisation néolibérale, et le « monde » qu'elle cherche à constituer comme *seul* monde possible, pour cible. Ces trois enquêtes imbriquées permettraient sans doute de nuancer la thèse ambitieuse de Brown d'un affaiblissement des conditions anthropologiques de possibilité de la démocratie. Le pessimisme de l'auteure, parfaitement cohérent avec son positionnement critique (p. 239-242), pourrait être alors, du moins en partie, déplacé par les sciences sociales. La balle est désormais dans leur camp.

Publié dans lavedesidees.fr le 20 mars 2019

⁸ Peter Bachrach, *The Theory of Democratic Elitism. A Critique*, Boston, Little, Brown and Co., 1967.

⁹ Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019.